

## MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX



Direction du Patrimoine et de l'Immobilier  
Département des contrats immobiliers

### TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU RDC ET DU R+1 DE L'AILE NORD DE LA FACULTE DE DROIT

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

DCI 2025 613

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>5</b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMES	5
1.2 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION (EN TRANCHES ET EN LOTS)	6
1.3 - MAITRISE D'OUVRAGE	8
1.4 - MAITRISE D'ŒUVRE	8
1.5 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	9
1.6 - CONTROLE TECHNIQUE	9
1.7 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	10
1.8 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	10
1.9 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION : CLAUSE DE PROMOTION DE L'EMPLOI	11
1.10 - LA CONNAISSANCE DE L'OUVRAGE	14
1.11 - IDENTIFICATION DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER	15
1.12 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	15
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>17</b>
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	17
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	17
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	18
<b>ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>19</b>
4.1 - GARANTIE FINANCIERE	19
4.2 - AVANCES	19
<b>ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>20</b>
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	20
5.2 - APPROVISIONNEMENTS	23
5.3 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	23
5.4 - DECOMPTE GENERAL DEFINITIF	24
<b>ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</b>	<b>24</b>
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	24
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	26
6.3 - PENALITES	27
<b>ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>29</b>
7.1 - QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS	29
7.2 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	29
7.3 - PROTOTYPES, ECHANTILLONS, LOCAUX TEMOIN	29

<b>ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</b>	<b>30</b>
9.1 – PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	30
9.2 – SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	30
9.3 – PLAN D'ASSURANCE QUALITE	32
9.4 – REGISTRE DE CHANTIER	32
<b>ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 11 : REMISE DES PLANS D'ATELIER CHANTIER (PAC)</b>	<b>34</b>
<b>ARTICLE 12 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</b>	<b>35</b>
CONTENUS DES COMPTES RENDUS	35
<b>ARTICLE 13 : DISPOSITIONS PARTICULIERES</b>	<b>35</b>
13.1 – GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	35
13.2 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	35
13.3 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	36
13.4 – DOCUMENTS A FOURNIR APRES RECEPTION	36
13.5 – TRAVAUX NON PREVUS	37
<b>ARTICLE 14 : RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>37</b>
14.1 – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION DES TRAVAUX	37
14.2 – RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	37
14.3 – MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	37
<b>ARTICLE 15 : GARANTIES ET ASSURANCES</b>	<b>37</b>
15.1 – DELAIS DE GARANTIE	37
15.2 – GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	38
15.3 – GARANTIE PARTICULIERE SUR LES AVOISINANTS	38
15.4 – GARANTIES SPECIFIQUES	38
15.5 – ASSURANCES	38
<b>ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>39</b>
<b>ARTICLE 17 : MARCHES AYANT POUR OBJET DES PRESTATIONS SIMILAIRES</b>	<b>40</b>
<b>ARTICLE 18 : CERTIFICAT D'ECONOMIE D'ENERGIE</b>	<b>40</b>
<b>ARTICLE 19 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION</b>	<b>40</b>
<b>ARTICLE 20 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES</b>	<b>40</b>

<b>ARTICLE 21 : CLAUSE DE REEXAMEN</b>	<b>40</b>
--	-----------

<b>ARTICLE 22 : RESPECT DE L'EGALITE DE TRAITEMENT DES USAGERS</b>	<b>41</b>
--	-----------

<b>ARTICLE 23 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>42</b>
--	-----------

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

#### 1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de restructuration du rez-de-chaussée (RDC) et du premier étage (R+1) de l'aile Nord de la faculté de Droit de l'Université de Strasbourg.

**Lieu(x) d'exécution** : Faculté de Droit ; 1 Pl. d'Athènes, 67000 Strasbourg.

**Les travaux seront réalisés en site occupé et en exploitation.**

**Le bâtiment est inscrit aux monuments historiques. Cela signifie entre autres que :**

- **Tous les travaux sont soumis à autorisation.**
- **Les travaux autorisés dans le cadre du projet de patrimoine sont réalisés sous le contrôle scientifique et technique (CST) des services de l'État chargés des monuments historiques, à savoir la DRAC. Ce contrôle s'exerce dès le début des études documentaires et techniques préparatoires, et s'applique ensuite tout au long des travaux jusqu'à leur achèvement.**
- **Toute dégradation d'éléments existants remarquables peut entraîner un préjudice financier supérieur à sa valeur courante.**

La plus grande vigilance devra être apportée par les entreprises titulaires aux nuisances et aux risques pouvant impacter le bâtiment lui-même, le voisinage et les bâtiments universitaires avoisinants en fonctionnement pendant les travaux.

#### **Présentation du projet :**

Cette opération a donc pour but de créer des salles d'enseignement aux niveaux inférieurs du bâtiment dans les espaces qui ont été libérés par les services de la scolarité et les services administratifs (au rez-de-chaussée (RDC) et au premier étage (R+1) de l'aile Nord) depuis l'été 2025.

Les travaux comprennent 7 nouvelles salles d'enseignement :

- 3 salles au rez-de-chaussée : Aile Nord
- 4 salles au R+1 : Aile Nord
- 1 bureau partagé (salle de travail de personnel d'enseignement) au RDC : Aile Nord.

L'ensemble de ces travaux sera réalisé en site occupé et nécessitera un phasage particulier.

#### **Dispositions générales :**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les C.C.T.P. et à les DPGF pour les quantités.

1.2 - Décomposition de la consultation (en tranches et en lots)1.2.1 – Présentation des lots

La présente consultation comporte 9 lots :

<b>Lot 1 - DEMOLITION – GROS-ŒUVRE</b>
<b>Lot 2 - ISOLATION DOUBLAGE CLOISON</b>
<b>Lot 3 - MENUISERIE BOIS INTERIEURE</b>
<b>Lot 4 - CHAUFFAGE – VENTILATION - SANITAIRE</b>
<b>Lot 5 - ELECTRICITÉ</b>
<b>Lot 6 - CARRELAGE FAÏENCE</b>
<b>Lot 7 - PEINTURE INTERIEURE</b>
<b>Lot 8 - REVETEMENT DE SOL SOUPLE</b>
<b>Lot 9 - NETTOYAGE</b>

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. **Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs ou l'ensemble des lots.**

1.2.2 – Présentation des tranches optionnelles

Les travaux comportent des tranches optionnelles sur les lots suivants :

Tranches optionnelles	Lots concernés	Intitulé	Délais d'exécution des tranches optionnelles	Délais d'affermissement
Tranche optionnelle n°1	Lot 1	Installation de chantier classique hors du bâtiment	7 mois	1 mois
Tranche optionnelle n°2	Lots 2,3, 5 et 7	Finalisation de la salle de réunion R+2	1 mois	6 mois
Tranche optionnelle n°3	Lot 3	Mise en place de bancs d'attente au R+1	1 mois	6 mois
Tranche optionnelle n°4	Lot 4	VRV plus puissant R+1	1 mois	6 mois
Tranche optionnelle n°5	Lot 4	Régulation / programmation des CTA	1 mois	7 mois

Les délais limites de notification des ordres de service prescrivant de commencer les travaux des tranches optionnelles sont indiqués dans le tableau ci-dessus, **à dater de la réception par l'attributaire de la notification ou de l'ordre de service instituant le démarrage d'exécution des prestations.**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'affermir par ordre de service une ou plusieurs tranches optionnelles du marché, dans l'ordre qu'il jugera opportun. De même manière, il se réserve la possibilité de n'affermir aucune tranche optionnelle.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire si la tranche optionnelle n'est pas affermie.

1.2.3 – Présentation des variantes1.2.3.1 – Variantes autorisée par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur n'autorise aucune variante libre dans le cadre de la présente opération.

1.2.3.1 – Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur (anciennes prestations supplémentaires éventuelles ou options)

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune variante dans le cadre de la présente opération.

### 1.3 – Maîtrise d'ouvrage

Dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage du présent marché, est désigné représentant du pouvoir adjudicateur :

La Présidente de l'Université de Strasbourg ou l'un de ses délégataires.

### 1.4 – Maîtrise d'œuvre

**La maîtrise d'œuvre est assurée par :**

Architecte mandataire

**Echo Architecture SARL**  
**20 rue des Foulons**  
**67200 Strasbourg**  
EMail : [info@echo-archi.com](mailto:info@echo-archi.com)  
SIRET : **48059803600022**

**Membres du groupement :**

BET Fluides, Thermique, Electricité

**LARBRE INGENIERIE SAS**  
12 Chemin de la Hardt  
68040 INGERSHEIM  
Tel: 03.89.80.39.69  
Email: [bet68@larbre-ingenierie.fr](mailto:bet68@larbre-ingenierie.fr)  
SIRET : **48762673100094**

Economiste de la construction

**AGORA MO SAS**  
4 rue du Moulin  
68700 STEINBACH  
EMail : [Agoramo68@gmail.com](mailto:Agoramo68@gmail.com)  
SIRET: 880 747 555 00014

Contenu de la mission : mission de base telle que définie par les articles R.2431-5 du Code de la commande publique.

**DIA/REL, AVP, PRO/DCE, ACT, EXE (y compris synthèse), DET, AOR.**

La mission de maîtrise d'œuvre confiée est une mission de base avec les études d'exécution (y compris VISA PAC et synthèse) avec les missions CSSI et OPC.



Le contenu de la mission de coordination SSI est conforme à la norme NFS 61-931 de juillet 2000.

Important : L'attention des candidats est attirée sur le fait que la **mission EXE** est à la charge du maître d'œuvre et non à celle des entreprises.

### 1.5 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission O.P.C. est confiée à la maîtrise d'œuvre.

### 1.6 - Contrôle technique

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 dans les conditions du C.C.A.P.

Le contrôle technique est assuré par :

**APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE**

2 RUE DE L'ELECTRICITE

67545 MUNDOLSHEIM CEDEX

[batiment.alsace@apave.com](mailto:batiment.alsace@apave.com)

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

	Missions
F	Fonctionnement des installations
Hand-ERP	Accessibilité des établissements recevant du public
L	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
PHr	Limitation du bruit dans les établissements d'enseignement
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

### 1.7 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du **niveau II** de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. La mission sera effectuée par :

**PREV & CO BTP SARL**

1 rue neuve 67720 Weyersheim

Tél. : 06 37 28 58 68

E-mail : [nadia.ruiz@prevco-btp.fr](mailto:nadia.ruiz@prevco-btp.fr)

Siret : 852 728 278 00015

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur S.P.S., un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

### 1.8 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché peut être prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

### 1.9 – Conditions particulières d'exécution : clause de promotion de l'emploi

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Le présent article déroge aux dispositions relatives à la clause sociale de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales.

#### 1.9.1 – Périmètre de l'action à réaliser

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles

Dans ce cadre, **le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion porté à l'acte d'engagement, le cas échéant.**

#### 1.9.2 – Publics éligibles

Le dispositif d'insertion vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable de **personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle** et qui se trouvent notamment dans l'une des situations suivantes.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification
- Jeunes diplômés de moins de 26 ans justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans éloignés de l'emploi
- Demandeurs d'emploi de longue durée sans activité ou en activité partielle
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés
- Bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (RSA, AAH, ASI, ASS, etc.)

Personnes recrutées et accompagnées dans le cadre d'un dispositif d'insertion :

- Personnes prises en charge dans le secteur du travail protégé et adapté (EA, ESAT)
- Personnes prises en charge dans une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE, régies de quartier ou de territoire agréée)
- Bénéficiaires d'un autre dispositif d'insertion (GEIQ, Epide, E2C, etc.)

L'éligibilité des publics doit être établie par le facilitateur désigné préalablement à la mise en œuvre de la clause sociale et à la réalisation des heures d'insertion.

### 1.9.3 – Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs fixés, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- Embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (CDI, CDD, contrats en alternance)
- Recours à un organisme de mise à disposition de salariés (AI, ETTI, GEIQ, ETT)
- Recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique, du secteur adapté ou secteur protégé

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Les heures effectuées par les personnes en insertion sont comptabilisées durant l'exécution du marché, à compter de la date d'embauche pour une période maximale de deux ans.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur désigné la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Cette disposition concerne les lots suivants :

Lot		Volume d'Heures d'insertion
1	DEMOLITION – GROS-ŒUVRE	0
2	ISOLATION DOUBLAGE CLOISON	35
3	MENUISERIE BOIS INTERIEURE	0
4	CHAUFFAGE – VENTILATION – SANITAIRE	35
5	ELECTRICITÉ	35
6	CARRELAGE FAÏENCE	0
7	PEINTURE INTERIEURE	35
8	REVETEMENT DE SOL SOUPLE	0
9	NETTOYAGE	0

1.9.4 – L'accompagnement dans la mise en œuvre

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après :

Relais 2D / Relais Chantiers 21b Avenue du Neuhof 67100 Strasbourg 03 88 23 32 80		
Gilles Grosclaude 06 12 43 91 73 <a href="mailto:ggrosclaude@relais2d.eu">ggrosclaude@relais2d.eu</a>	Clémentine Cahier 03 88 23 32 82 <a href="mailto:ccahier@relais2d.eu">ccahier@relais2d.eu</a>	Yolène Heideyer 03 88 23 32 83 <a href="mailto:yheideyer@relais2d.eu">yheideyer@relais2d.eu</a>

Dans le cadre du marché, les missions du facilitateur sont notamment les suivantes :

- Accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...), proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion
- Identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire
- Organiser le suivi des publics

Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention du facilitateur et désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion.

1.9.5 – Le contrôle et évaluation de l'action d'insertion

L'entreprise titulaire adressera à Relais 2D, au terme de chaque trimestre d'exécution du marché, les renseignements relatifs aux embauches effectuées directement ou indirectement, le décompte des heures travaillées par chaque salarié en insertion, le décompte des heures de formation pour chaque salarié en insertion.

Les justificatifs transmis doivent comporter la signature d'un représentant de l'entreprise titulaire.

Le titulaire doit également prouver, à l'aide de justificatifs, que la/les personnes bénéficiaires de la clause correspondent bien au public identifié.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités pour retard de transmission prévues à l'article 6.3 du présent CCAP.

Au terme du marché, un bilan de la mise en œuvre de la clause d'insertion et de formation.

Ce bilan, réalisé par Relais 2D et transmis au pouvoir adjudicateur, mentionne le nombre d'heures d'insertion effectivement réalisées dans le cadre du marché.

En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion sur lequel il s'est engagé dans son offre, le titulaire encourt la pénalité pour non-respect de la clause d'insertion prévue à l'article 6.3 du présent CCAP.

#### 1.9.5 – Difficultés d'exécution

Toute difficulté rencontrée dans le cadre de l'exécution de la clause d'insertion doit être signalée, sous huitaine, au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception, avec copie au facilitateur.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire et en concertation avec le pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour respecter l'objectif d'heures d'insertion fixé.

#### 1.10 – La connaissance de l'ouvrage

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de la visite des lieux et des études qui ont été faites par la maîtrise d'œuvre et qui sont à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations.

Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

A ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les prestations prévues aux autres marchés ;
- la nature et l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- les modalités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant les ouvrages existants et avoisinants ;
- les caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux ;
- tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Il est tenu par une obligation de résultat et s'engage à exécuter des prestations exemptes de vice et en mettant en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour y parvenir.

### 1.11 – Identification du personnel sur le chantier

Chaque entreprise titulaire ou sous-traitante est tenue de faire porter par son personnel dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combiné de chaque personne et de son employeur. Chaque Badge devra avoir les indications suivantes : Nom – Prénom – Société – Photo – N° Caisse de Congés Payés – N° de Sécurité Sociale.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire reste responsable du respect de ces obligations pendant toute la durée du marché.

Le titulaire sera tenu de transmettre, tous les 3 mois, au maître d'ouvrage la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à -5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation du travail mentionnée aux articles L.5221-2,3 et 11 du code du travail.

### 1.12 – Confidentialité et mesures de sécurité

L'ensemble des éléments communiqués par l'université aux entreprises ne doit pas être diffusé sans l'autorisation expresse de l'université.

La plus grande vigilance devra être apportée par les entreprises titulaires aux **nuisances et aux risques** pouvant impacter le voisinage et les bâtiments de l'université en fonctionnement pendant les travaux.

## **Article 2 : Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

### **A) Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement pour chaque lot (A.E.), et son annexe :
  - Annexe n°1 concernant la répartition des missions entre cotraitants le cas échéant ;
- Le cahier des charges administratives et particulières (C.C.A.P.) ;
- Les DSCS de l'Université :
  - Le DSCS Contrôle d'accès (v8) ;
  - Le DSCS Chauffage thermique (ind R);
  - Le DSCS Electricité (ind Q);
  - Le DSCS éclairage public (ind A);
  - Les DSCS GTC :
    - N°GTC\_GENERAL (Rev D) ;
    - N° DSCS\_GTC\_Supervision (Rev B) ;
    - Automatisation\_Programmes\_Generaux (Rev C) ;

- N° DSCS\_Mnemoniques (Ind 39) ;
- Le DSCS Informatique (V 09/2023);
- Le DSCS Installations sécurité (Ind B) ;
- La liste de pièces des DOE y/c les plans des bâtiments d'origine
- RICT ;
- La Notice d'Organisation de Chantier (NOC) ;
- Diagnostic amiante, plomb ;
- Les pièces graphiques listées sur le document pièces techniques et (Architecture/ Electricité + SSI / Fluides / Structure) ;
- PC39 (Notice d'accessibilité) ;
- PC40 (Notice de sécurité) ;
- Les CCTP par lot ;
- Le plan général de coordination sécurité (PGC) ;
- Le plan d'installation de chantier (PIC) ;
- Le planning OPC prévisionnel des études et des travaux ;
- Les décompositions du prix global et forfaitaire pour chaque lot (D.P.G.F.) ;
- La déclaration de sous-traitance (DC4) le cas échéant ;
- Les cadres de mémoires techniques par lot.

## **B) Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de la circulaire.

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers. Toute réserve aux pièces du marché faite par le candidat dans son offre sera considérée nulle.

Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

**En cas de discordance, de différences entre les pièces, ce sont les dispositions les plus contraignantes pour le titulaire du marché qui doivent être prises en compte sans indemnités supplémentaires**

Les dispositions du mémoire technique qui ne respecteraient pas à minima les prescriptions du projet (graphiques et écrites) sont réputées nulles et non avenues pour l'exécution du marché.



## Article 3 : Prix du marché

### 3.1 – Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- en tenant compte des dépenses liées aux installations de chantier comme définies au CCTP, à la NOC et à la participation au compte prorata.
- en tenant compte des frais de déplacement, d'encadrement, d'études, etc...

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix global et forfaitaire porté à l'Acte d'Engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base du contenu des plans architecte et techniques joints au dossier de consultation,
- **sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché),**
- **les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre ; aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché,**

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ses aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

### 3.2 – Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

**L'application des révisions s'appliquera uniquement sur les indices définitifs.**

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule suivante :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois de réalisation des travaux et non de facturation.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

L'index de référence I, publiés par l'INSEE correspond à l'indice suivant :

N°	LOTS	INDEX	PRIX CONCERNES
1	Démolition – Gros-œuvre	BT 50	Tous les prix
2	Isolation Doublage cloison	BT 08	Tous les prix
3	Menuiserie bois intérieure	BT 18a	Tous les prix
4	Chauffage – Ventilation – Sanitaire	BT 40	Tous les prix
5	Electricité	BT 47	Tous les prix
6	Carrelage faïence	BT 09	Tous les prix
7	Peinture intérieure	BT 46	Tous les prix
8	Revêtement de sol souple	BT 10	Tous les prix
9	Nettoyage	BT 50	Tous les prix

**Le coefficient est arrondi au millième supérieur.**

### 3.3 – Répartition des dépenses communes

Pour l'application de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les dispositions suivantes seront retenues :

Conformément à l'article 4 de la NOC, la comptabilité du compte prorata est assurée par l'entreprise du lot 01 Démolition – Gros-œuvre, les inscriptions au prorata doivent être justifiées par des factures remises à l'entreprise chargée de sa tenue.

Les éléments relatifs à la répartition des dépenses communes et à la gestion du compte prorata sont détaillés dans la NOC.

En plus des dépenses communes détaillées dans la NOC, les dépenses de dégradations ou de nettoyage en cours de chantiers peuvent être imputées au compte prorata sur décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Concernant les dégradations constatées par le maître d'œuvre entre corps d'état identifiés, l'entreprise responsable sera tenue de réparer à ses frais les dégradations ou de prendre en charge le coût de la réparation effectuée par l'entreprise titulaire du lot concerné par les dégradations. Dans le cas où l'entreprise responsable ne serait pas identifiable, les travaux de réparation seront imputables au compte-prorata sur décision du maître d'œuvre.

## Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

### 4.1 – Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

En vertu de l'article R.2191-33 du Code de la Commande Publique, dans le cas où l'attributaire est une PME, cette retenue de garantie sera plafonnée à 3% du montant initial du marché.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

### 4.2 – Avances

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

N°	LOTS	Avance forfaitaire
1	Démolition – Gros-œuvre	0 %
2	Isolation Doublage cloison	20 %
3	Menuiserie bois intérieure	20 %
4	Chauffage – Ventilation – Sanitaire	20 %
5	Electricité	20 %
6	Carrelage faïence	0 %
7	Peinture intérieure	0 %
8	Revêtement de sol souple	20 %
9	Nettoyage	0 %

En vertu de l'article R.2191-7 du code de la Commande Publique, dans le cas où le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME le taux de l'avance est porté à 30 % (sauf si le pourcentage d'avance est plus élevé (cf. tableau ci-dessus)).

La date de versement de l'avance est prévue dans le mois suivant soit la date figurant sur la lettre de notification du lot si celle-ci vaut ordre de démarrage, soit de la date figurant sur l'ordre de service de démarrage du lot.

Le versement est automatique sans que l'entreprise le demande ou n'émette de facture.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10 et suivant du code de la Commande publique.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au sous-traitant à titre d'acompte ou de solde.

## **Article 5 : Modalités de règlement des comptes**

### 5.1 – Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

#### 5.1.1 Calendrier de remise des projets de décompte

Les projets de décompte seront transmis au maître d'œuvre chaque mois par courriel pour vérification. A l'issue de cette vérification, le projet de décompte éventuellement rectifié pourra être déposé sur la plateforme CHORUS pro par les titulaires.

Le règlement des décomptes est réalisé conformément aux stipulations du présent CCAP.

En cas de paiements directs des sous-traitants, les attestations de paiement des sous-traitants tamponnées et signées par le titulaire du lot devront impérativement être jointes au projet de décompte accompagnées des factures des sous-traitants.

#### 5.1.2 Mise en forme des décomptes

Pour un traitement efficace des décomptes, ces derniers devront impérativement être mis en forme en utilisant la trame du déboursé de prix global et forfaitaire du marché.

Tous les numéros des positions devront apparaître clairement.

Tous les prix unitaires prendront obligatoirement en compte les remises commerciales.

Les décomptes devront préciser les pourcentages d'avancement de chaque position en cumulé, ainsi que pour les mois M et M-1. Il sera obligatoire et nécessaire de présenter les décomptes selon le modèle de situation.

L'équipe de direction de travaux se réserve le droit de refuser les décomptes dont la mise en forme n'est pas conforme à la description ci-dessus.

En cas de refus de l'avancement ou de la situation par le Maître d'Œuvre et/ou par l'équipe de direction de travaux, le titulaire du lot est tenu de renvoyer un décompte corrigé. Les décomptes corrigés/annotés à la main ne permettront pas d'établir une proposition de paiement.

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date figurant, pour chaque lot concerné, sur l'ordre de service de démarrage des prestations ; ou sur la lettre de notification, pour chaque lot concerné, si celle-ci prévoit expressément qu'elle vaut ordre de service de démarrage des prestations.

- Pour les acomptes dus au titulaire et les paiements dus aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, la date du dépôt sur Chorus par le titulaire du décompte et des pièces annexées.

Cette date est mentionnée par le Maître d'œuvre sur les certificats pour paiement transmis à la personne publique.

**Nota :** Le total de versement des acomptes ne pourra dépasser 95% du montant total du marché avant que la réception ne soit prononcée et les DOE réceptionnés et validés (cf article 5.4 du présent CCAP).

- Pour le solde, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (personne publique et Entrepreneur titulaire), dans les conditions prévues aux articles 12.4 et 12.5 du CCAG-Travaux.

**Nota :** Eu égard à l'alinéas précédent, le solde sera de minimum 5% du montant du marché.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

**Les demandes de paiement seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :**

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro d'engagement (bon de commande) ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;

- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- la date d'exécution par prestation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC (dans le cas de non application de l'auto-liquidation) ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les factures des sous-traitants devront être préalablement visées par les mandataires des lots concernés.  
Les demandes de paiement devront parvenir sur Chorus Portail Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes sur le portail CHORUS.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

**Information importante :** depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA. Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

**Information importante :** depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>.  
Depuis le 1er janvier 2020, l'utilisation de chorus Portail Pro est obligatoire pour toutes les entreprises indépendamment de leur taille.  
Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.

**Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants : le n°SIRET de l'Université de Strasbourg « 13000545700010 ». Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500. Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.**

**Pour toute information concernant la facturation : [ac-bureaufacturier@unistra.fr](mailto:ac-bureaufacturier@unistra.fr)**

**La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE).**

**Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :**

**- site AIFE : [www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0](http://www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0)**

**- courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)**

## 5.2 – Approvisionnements

Sans objet.

## 5.3 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments des articles R.2193-1 et suivant du code de la Commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En cas de cotraitance : Le mandataire ou le cotraitant doit déposer un projet de décompte mensuel dans l'espace « factures de travaux » sur Chorus Pro (cadre de facturation A4 ou A17 selon le déposant).

### En cas de sous-traitance du marché :

- ◆ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- ◆ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- ◆ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- ◆ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- ◆ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

- ◆ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- ◆ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ◆ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Le sous-traitant a également la possibilité d'utiliser la plateforme Chorus Pro en déposant sa demande de paiement via l'espace « factures de travaux » avec le cadre de facturation A10.

#### 5.4 – Décompte Général Définitif

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le décompte général définitif ne sera pas mis en paiement tant que les réserves ne sont pas levées et que le Dossier des Ouvrages Exécutés et le DIUO n'auront pas été remis au complet par le titulaire et validés par le maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'ouvrage exige la transmission du quitus du compte prorata ou de la convention de gestion signée par le titulaire pour validation du Décompte Général et Définitif.

Le taux d'avancement du titulaire est plafonné à 95% de sa part, hors retenue de garantie. Les sous-traitants pourront être payés à 100%.

**Le paiement du titulaire ne pourra excéder 95% du montant total de sa part tant que :**

- la totalité des réserves ne sera pas levée,
- la convention signée ou le quitus de compte prorata n'auront pas été transmis
- et les DOE / DIUO ne seront pas approuvés.

### **Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes**

#### 6.1 – Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le démarrage des délais d'exécution sont régis de la manière suivante :

**La période de préparation** démarre à compter soit de la notification du marché, soit de l'ordre de service (OS) de démarrage du lot concerné.

La lettre de notification ou l'ordre de service pourra faire mention, de manière expresse, de la date de démarrage. A défaut de mention expresse, c'est la date de distribution de l'envoi recommandé qui fera foi.



**Les travaux** démarrent à la fin de la période de préparation, ou par ordre de service ultérieur. Dans le 2<sup>ème</sup> cas l'ordre de service ultérieur sera transmis au plus tard 7 jours calendaires avant la date de fin de la période de préparation de chantier. Cet OS ultérieur précise la date de démarrage des travaux, à défaut de mention expresse, c'est la date de distribution de l'envoi recommandé qui fera foi. **Un décalage dans la durée de la période de préparation de chantier ne donne droit à aucune indemnité.**

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Conformément à l'article 18.1 du CCAG-Travaux, en dehors des cas de tranches optionnelles, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation lorsqu'il en existe une, ou de début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de 6 mois à celle de la notification du marché.

Le planning **prévisionnel** d'exécution est fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

Le planning **détaillé** d'exécution sera établi par l'OPC en concertation avec les entreprises attributaires au cours de la période de préparation.

La durée globale ne pourra pas excéder la durée initiale.

**L'attention du candidat est attirée sur le fait que son activité devra être maintenue à un rythme soutenu durant tout le chantier, y compris les mois d'été, et les périodes de congés ne devront pas entraver l'exécution du chantier dans le délai imparti. L'entreprise est tenue de s'organiser pour assurer la continuité du chantier, y compris pendant les congés annuels. Aucun retard de commande ou de livraison de matériel ou d'équipement nécessaire à la réalisation du chantier ne pourra justifier de délai supplémentaire à l'exécution.**

**En cas de retard dans le planning de l'opération, il pourra être demandé aux entreprises de travailler le samedi et/ou en horaires décalés sans indemnité.**

### **Ordres de service**

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux, les points suivants sont précisés :

- seront signés par le Maître d'Ouvrage, les ordres de service généraux prescrivant le commencement des travaux, l'affermissement des tranches optionnelles, les suspensions et/ou arrêts de chantier.
- seront signés par le Maître d'Œuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux. Le maître d'ouvrage se réserve également la possibilité d'émettre ces OS s'il le juge nécessaire.

### **Planning détaillé d'exécution des études et des travaux tout corps d'état :**

Le planning prévisionnel d'exécution est fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

Il sert de référentiel pour les durées et l'enchaînement des tâches et travaux. Il sera réactualisé après la notification des marchés pour intégrer les temps de tâches fournis par les entreprises, sans pouvoir être plus longs (cf article 9.1 du CCAP).

La période de préparation sera ajustée si nécessaire, afin de tenir compte des synthèses techniques. Le planning d'exécution réactualisé faisant apparaître les dates de démarrage sera notifié aux entreprises attributaires par ordre de service.

A) Le planning détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC après consultation des titulaires dans le cadre du planning prévisionnel d'exécution. Pour exécuter l'ensemble des ouvrages, le calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution.

Les entreprises devront fournir à l'OPC l'ensemble des informations nécessaires dans un délai de 7 jours maximum après la réunion de démarrage fixée par la maîtrise d'ouvrage.

**En cas d'absence de réponse dans le délai imparti, l'OPC fixera lui-même les temps de tâches.**

Le planning détaillé d'exécution est notifié par OS aux titulaires.

Il devient le planning d'exécution contractuel pour l'ensemble des intervenants au regard de la durée par tâches des interventions.

La durée d'exécution de chaque tâche qui y figure est contractuelle.

B) Au cours du chantier, le planning détaillé d'exécution peut être remplacé par un planning de recalage opposable à tous les intervenants sans que cela ne modifie la durée d'exécution de leurs tâches. Il est notifié par ordre de service.

## 6.2 – Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution résultera d'un ordre de service émis par le maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux réalisés **en extérieur** seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limitée et durée
Précipitations	>20mm/jour entre 7h00 et 19h00
Refroidissement	-5°C à 8h00 du matin
Neige	>2cm sur le site à 8h00 du matin
Verglas	sur constat du CSPS ou de l'OPC
Séisme	apparition d'un phénomène remarquable
Vent	>60 Km/h pendant plus d'1 heure

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Strasbourg-Entzheim.

L'entreprise doit justifier des jours d'intempéries qu'elle demande en fournissant les relevés météorologiques confirmant les conditions indiquées dans le tableau ci-dessus, ainsi qu'un justificatif de la caisse des congés payés validant les jours d'intempéries en question.

Si l'entreprise est présente en extérieur sur le chantier un jour d'intempérie, le maître d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas accepter de comptabiliser ce jour comme une journée d'intempérie.

### 6.3 – Pénalités

Par dérogation à l'article 19.1 et à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, les pénalités sont établies comme suit :

<b>Retard dans l'achèvement des tâches par rapport au calendrier détaillé d'exécution de l'OPC</b> (Etudes et Travaux) et des éventuels ordres de service ultérieurs. Les pénalités deviendront définitives après mise en demeure restée sans effet et si le retard engendre des incidences calendaires ou financières pour les autres lots	<b>par jour de retard,</b> 1/3000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, sans pouvoir être inférieure à 300 €.	Par jour calendaire de retard
a) Retard dans la levée des réserves suite à l'établissement du PV des OPR.	300,00 €	Par jour calendaire
b) Retard dans la remise et / ou la diffusion des P.P.S.P.S. :	300,00 €	Par jour calendaire
c) Non-respect du PIC, du PGC, ou des consignes d'organisation de chantier	500,00 €	Par défaut constaté
d) Défaut de stationnement ou trouble à la circulation publique	500,00 €	Par défaut constaté
e) Défaut dans la bonne fermeture et la mise en sécurité du chantier en fin de journée, selon les consignes d'organisation de chantier ;	500,00 €	Par défaut constaté
f) Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité concernant le chantier, notamment l'interdiction de fumer, et aux interfaces entre chantier et utilisateurs conformément à la NOC :	300,00 €	Par défaut constaté
g) Utilisation d'un échafaudage non réceptionné par l'entreprise et sans accord du CSPS	300,00 €	Par défaut constaté
h) Dépôts de matériels, matériaux, gravois, en dehors des zones prescrites :	500,00 €	Par jour calendaire
i) Retard dans la remise des documents nécessaires à l'avancement des études et du chantier ou Remise d'un document inexploitable (documents techniques type PAC, fiches techniques, plan de retrait etc et documents nécessaires à l'ordonnancement) :	500,00 €	Par jour calendaire et par document
j) Retard dans la production de devis des ouvrages non-prévus (à fournir sous 1 semaine après transmission d'une demande formalisée par la MOE) :	200,00 €	Par jour calendaire
k) Retard dans le nettoyage de chantier ordonné par le MOE, le	300,00 €	Par jour calendaire

MOA, l'OPC et/ou le CSPS :		
l) Retard non-justifié de plus de 20min aux réunions de chantier :	100,00 €	Par défaut constaté
m) Absence à une réunion de chantier, d'études, de coordination, de synthèse non motivée par écrit 24h00 à l'avance ou représentant non habilité pour engager la responsabilité technique et financière de la société	300,00 €	Par défaut constaté
n) Absence même excusée, à plus de 3 reprises aux convocations pour les réunions de chantiers (études, OPC, MOE etc.)	300,00 €	Par défaut constaté
o) Retard dans la remise des procès-verbaux :	300,00 €	Par jour calendaire
p) Non déclaration d'un sous-traitant :	1 000,00 €	Par défaut constaté
q) Retard dans la présentation d'un sous-traitant :	300,00 €	Par jour calendaire
r) Retard dans la remise du D.O.E. et du DIUO anticipé et final :	300,00 € Pendant 10 jours calendaires, puis 500,00 €	Par jour calendaire
s) Non-respect des engagements pris dans le mémoire technique et des réponses suites aux demandes de précision en phase analyse des offres.	500,00€	Par défaut constaté
t) Encombrement des sorties de secours du bâtiment :	500,00 €	Par défaut constaté
u) Non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu à l'acte d'engagement	35,00 €	Par heure d'insertion non réalisée
v) Non-remise des documents prescrits à l'article 1.10 et 1.11 du présent CCAP	100,00 €	Par jour calendaire
w) Non-remise des documents prescrits à Relais 2D dans un délai de 30 calendaire après mise en demeure restée infructueuse	300,00 €	Par défaut constaté
X) Non-respect des principes d'égalité de traitement des usagers, de la laïcité et de neutralité du service public cités à l'article 22 du présent CCAP	100,00 €	Par défaut constaté

**Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, toutes les pénalités considérées par la maîtrise d'ouvrage comme définitives sont irrévocables, cumulables, non libératoires de l'obligation de faire et sont comptées, sans limitation ni plafonnement, par jour calendaire, depuis la date de constat de l'infraction jusqu'à la date où les prescriptions, objet des pénalités, seront respectées.**

**Lors de l'établissement du décompte final le maître d'ouvrage peut décider soit de rendre définitives les pénalités provisoires de retard soit de les lever. La décision lui revient.**

Elles sont appliquées par la maîtrise d'œuvre sur les projets de décompte mensuel et/ou de décompte final.

Conformément à l'article 19.2.4 CCAG-travaux, en cas de pénalités susceptibles d'être appliquées, le titulaire sera invité par lettre recommandée avec accusé de réception ou échanges électroniques sécurisés à présenter

ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. A défaut de retour, les pénalités seront appliquées et considérées comme définitives.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, aucune exonération des pénalités ne sera faite, sauf en cas de décision prise par le pouvoir adjudicateur.

La révision des prix n'est pas affectée par les pénalités.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date de constat de l'infraction, ni du jour de la date réelle de levée.

Le titulaire est seul responsable de la bonne exécution de la clause sociale et de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au titulaire du marché de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

### **Réalisation aux frais et risques**

En complément de l'article 50 du CCAG-Travaux, en cas de défaillance d'une entreprise dans la réalisation de travaux jugés critiques pour l'avancement du chantier par la maîtrise d'œuvre, une réalisation de ces travaux à ses frais et risques par une entreprise tierce pourra être décidée après mise en demeure restée infructueuse.

Le montant correspondant à la réalisation aux frais et risques par une autre entreprise sera déduit des sommes dues au titre de son marché.

## **Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits**

### **7.1 – Qualité des matériaux et produits**

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes, aux DTU et aux règles de l'Art.

Les fiches techniques des produits non listés sur le cadre de réponse seront à fournir pour validation au minimum 30 jours avant commande. Le titulaire tiendra compte du délai d'approvisionnement nécessaire pour anticiper les demandes de validation.

### **7.2 – Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Selon préconisations du MOE notamment dans le CCTP, Plans, notices, DSCS, etc.

### **7.3 – Prototypes, échantillons, locaux témoin**

Tous les matériaux qui seront posés dans le cadre de ce projet devront préalablement faire l'objet d'une validation par la MOE. Cette validation s'effectue via la fourniture d'échantillons représentatifs demandés par la MOE pendant la phase de préparation de chantier et modifiés autant de fois que nécessaire, jusqu'à la validation requise. Les éventuelles modifications successives restent à la charge de l'entreprise.

## Article 8 : Implantation des ouvrages

A la charge du lot 1 Démolition-Gros-œuvre conformément à la NOC.

## Article 9 : Préparation et Coordination des travaux

### 9.1 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée est de **1 mois** à compter de la date de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

En l'absence du rendu de la totalité des documents dus au titre de la préparation de chantier et précisés lot par lot en tout début de préparation, la période de préparation devra être prolongée, et donc le démarrage des travaux retardé. L'entreprise en cause devra supporter la totalité des frais consécutifs, pour son lot mais aussi pour les autres lots, en sus des pénalités précisées à l'article 6.3. du présent CCAP.

Le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 6.1 du présent document.

Un projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du CCAG-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre et du CSPS, par les soins du titulaire du lot 1 Démolition-Gros Œuvre.

### 9.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

#### 9.2.1 – Le coordonnateur S.P.S

##### **A) Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

##### **B) Autorité du coordonnateur S.P.S.**

Les entreprises devront respecter les prescriptions du coordonnateur S.P.S. en matière de sécurité et de santé, qu'elles soient dans le PGC ou dans le registre journal établi à l'issue des visites inopinées.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter provisoirement tout ou partie du chantier.

En cas de remarques récurrentes non prises en compte par le titulaire, le coordonnateur SPS peut proposer au maître d'ouvrage l'envoi d'un ordre de service exécutoire et/ou l'application de pénalités.

### **C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.**

#### *1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.*

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

#### *2- Obligations du titulaire*

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à réaliser l'inspection commune et à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

#### **D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Le titulaire communique directement aux sous-traitants le P.P.S.P.S. et s'assure de son respect par ces derniers. De même le titulaire s'assure de la rédaction d'un P.P.S.P.S. par chacun de ses sous-traitants.

#### **E) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Les éléments relatifs à la base vie sont inscrits à la NOC et dans le PIC.

Le titulaire encourt une pénalité journalière précisées à l'article 6.3. du présent CCAP après mise en demeure restée infructueuse conformément aux dispositions de l'article 48.1 du CCAG-Travaux, en cas de non-respect des délais fixés par l'article 9 du présent document.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

#### 9.2.2 – Visite de chantier

Tous les équipements de protections individuels nécessaires (casques, bottes, chaussures, lunettes, gilets fluo, bouchons d'oreilles, ...) aux visiteurs extérieurs au chantier (10 environ) seront mis à disposition du maître d'ouvrage par le lot 01 : Démolition – Gros-œuvre dans une armoire fermée à clé.

#### 9.3 – Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

#### 9.4 – Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, un registre de chantier sera tenu par l'OPC dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

Les modalités de fonctionnement seront détaillées lors de la réunion de démarrage organisée par le maître d'ouvrage.



## Article 10 : Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par la maîtrise d'œuvre. L'entreprise transmet en version papier et en version numérique les plans d'atelier et de chantier (PAC) au maître d'œuvre pour visa via la plateforme d'échange de documents prévue dans la NOC.

Le maître d'œuvre met en place, dirige et anime une cellule de synthèse des études fournies. Il participe également à la cellule de synthèse au titre de concepteur. Les entreprises titulaires des marchés de travaux, l'OPC et le contrôleur technique complètent la cellule.

La synthèse a pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage, d'assurer la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Elle se traduit par des plans de synthèse (compilation des plans des entreprises par la MOE) qui représentent, au niveau du détail d'exécution et sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations. Ces plans prennent en compte toutes les informations nécessaires à la coordination spatiale et technique de chaque élément avec l'ensemble des contraintes techniques. Ils seront produits et diffusés à l'avancement des études de synthèse et doivent être pris en compte au fur et à mesure par les entreprises pour produire leurs PAC.

C'est dans le cadre des dispositions décrites ci-dessous que seront réalisées la coordination des études et l'élaboration des plans d'atelier et de tous les documents nécessaires à l'exécution des travaux (l'ensemble étant désigné par la suite par le terme général de "plans d'atelier").

Chaque Entrepreneur est responsable et chargé de l'élaboration des plans d'atelier de ses ouvrages. Ils sont produits à l'avancement de la production des EXE et synthèses, selon les instructions de la maîtrise d'œuvre.

Les limites entre les plans issus du dossier Projet, les plans d'Exécutions et plans d'atelier et de chantier sont celles du document établi conjointement par Syntec Ingénierie, CICF, UNTEC et l'UNAPOC, le 10 octobre 2001.

Les frais d'élaboration des documents d'atelier sont réputés inclus dans les prix forfaitaires de chaque Entrepreneur même si plusieurs circuits de mouvement de plans sont nécessaires. Les observations du maître d'œuvre, du bureau de contrôle technique et de la cellule de synthèse seront prises en compte par les Entrepreneurs qui éditeront de nouveaux plans conformes à ces observations, autant de fois que nécessaires et sans indemnité supplémentaire.

Les documents seront soumis en temps utile avec les notes de calculs correspondantes au maître d'œuvre pour visa, ce visa ne dégageant en rien la responsabilité de l'entreprise concernant notamment les normes en vigueur et les règles de l'art.

Après visa, il appartient aux entreprises d'en assurer la reproduction et la diffusion nécessaires.

Ces plans seront obligatoirement fournis au format pdf et au format natif.

Cette production informatisée des plans sera opérationnelle depuis le stade initial de production des plans jusqu'au stade d'élaboration des DOE.

L'Entrepreneur a obligation de recueillir en temps utile les visas du Maître d'œuvre pour tenir compte de ses délais d'approvisionnement conformément aux stipulations de la NOC. Il sera tenu responsable du retard induit en cas de non anticipation des délais d'approvisionnement.

Les plans d'atelier des entrepreneurs devront être élaborés en concordance avec les plans de synthèse, de telle sorte qu'ils puissent recevoir le visa du Maître d'œuvre aux échéances fixées par le calendrier d'exécution des études et travaux.

En plus des visas prévus ci-avant, les plans de structure devant comporter les réservations destinées aux entrepreneurs d'autres corps d'état seront en outre visés par les Entrepreneurs demandeurs de ces réservations avant exécution.

L'Entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'atelier.

**Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre, pour se soustraire à ses obligations contractuelles et réglementaires ou pour en diminuer la portée.**

Aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les documents.

L'Entrepreneur sera tenu de :

- établir les plans d'atelier sur la base des plans d'exécution et de synthèse fournis par la MOE ;
- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans ;
- solliciter, de la part de la Maîtrise d'Œuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis ;
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages existants ou ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, ainsi que les états de surface, la planéité et toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres travaux ;
- respecter les circuits d'établissement et de circulation des plans établis par l'O.P.C.

L'Entrepreneur s'engage à communiquer au contrôleur technique, **dans les délais**, toutes études techniques, tous calculs, tous dossiers d'atelier, avis techniques, cahier des charges, P.V. de comportement au feu, etc.

Ils sont soumis au maître d'œuvre, au fur et à mesure des besoins et dans les délais définis sur le calendrier études, afin qu'ils puissent les contrôler et les rectifier, s'il y a lieu, avant de les viser. Le fait de cet accord ne peut, en aucune façon relever l'Entrepreneur de son obligation de respecter les clauses de son marché.

## **Article 11 : Remise des plans d'atelier chantier (PAC)**

Les modalités de remise et de validation des plans d'atelier chantier se feront conformément au planning et aux instructions de l'équipe de maîtrise d'œuvre prévues à la NOC.

## **Article 12 : Installation et organisation du chantier**

Les installations et organisations du chantier se feront conformément aux CCTP, au PGC et à la NOC.

Le plan d'installation de chantier devra recueillir l'avis de la maîtrise d'œuvre, du SPS et de l'OPC.

Toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier sont définies dans le PGC et la NOC. Les énergies utilisées par le chantier sont à la charge du compte prorata.

Les bandeaux publicitaires sont interdits sans autorisation du maître d'ouvrage.

### *Contenus des comptes rendus*

Les comptes rendus consigneront toutes les décisions prises et les ordres donnés au cours de la réunion de chantier et des réunions techniques.

Il doit être lu par toutes les entreprises. Les prescriptions y figurant deviennent définitives et opposables si elles n'ont pas, sous 48 heures après diffusion, fait l'objet d'observations écrites. En cas de désaccord le Maître d'ouvrage fera les arbitrages.

### *Réunion de chantier*

**Lors des réunions de chantier, la personne représentant la société doit avoir les pouvoirs ou les habilitations nécessaires pour engager la responsabilité technique et financière de la société, dans le cas contraire les pénalités prévues à l'article 6.3.m du CCAP pourront être appliquées.**

## **Article 13 : Dispositions particulières**

### *13.1 – Gestion des déchets de chantier*

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité des titulaires pendant la durée du chantier.

Les titulaires de chaque lot se conformeront aux dispositions de la NOC et du PGC concernant l'évacuation quotidienne de leurs déchets.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### *13.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans les prestations et le délai d'exécution.

Chaque entreprise a la charge de repliement et de la remise en état de ses propres installations. Le lot 1 Gros-œuvre assure le repli et la remise en état pour les installations communes.

### 13.3 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Selon prescriptions du MOE lors des essais et OPR.

Les entreprises concernées par le SSI seront présentes lors des tests et également lors de la réception par la commission de sécurité.

Une liste non exhaustive des documents à transmettre pour les DOE anticipés et/ou pour les DOE finaux est jointe à la présente consultation.

- ♦ **Remise anticipée du Dossier des Ouvrages Exécutés**

Le titulaire transmettra 2 mois avant les OPR ou lors du démarrage des installations techniques, 1 exemplaire d'une version anticipée du DOE. Si le titulaire ne livre pas le DOE anticipé dans le délai imparti, la réception sera reportée **aux frais du titulaire, notamment les frais issus de la perte d'exploitation du bâtiment. Les pénalités de retard seront appliquées conformément à l'article 6.3. du présent document.** Ils seront conformes à la charte graphique de l'Université. **Celui-ci sera classé et chapitré.**

Les essais et contrôles des installations techniques en plenum seront réalisés avant fermeture des faux plafonds.

Les entreprises rempliront et fourniront avec les DOE anticipés les tableaux Excel de nomenclature des installations techniques. Les documents vierges pré-formatés seront fournis par le Maître d'ouvrage.

Se référer à la liste des pièces du DOE pour identifier les pièces des DOE anticipés. Cette liste est établie par thème technique et non par lot. Le cas échéant, elle sera complétée en cours d'opération.

### 13.4 – Documents à fournir après réception

- ♦ **Remise Dossier des Ouvrages Exécutés final**

Après validation par le maître d'œuvre, le titulaire devra sous 2 semaines, remettre le DOE final en version papier (1 exemplaire) et numérique. Celui-ci sera organisé et chapitré.

Le titulaire s'engage à fournir tout document ou élément nécessaire à la mise en service et à la réception technique par la maîtrise d'œuvre et les services exploitants de l'université dans le temps imparti. Il s'engage à compléter le dossier sur demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues au présent CCAP.

Les DOE concernent TOUS LES LOTS (y compris pour les prestations sous-traitées, dont les DOE sont fournis par le mandataire du lot).

Les entreprises participeront aux réunions spécifiques aux DOE organisées par la MOE ou la MOA.

**Aucun marché ne pourra être soldé sans la réception du DOE complet et du DIUO dans le délai demandé par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.**

### 13.5 – Travaux non prévus

**La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'une modification de marché (Fiche Technique Modificative signée par la Maîtrise d'ouvrage) suivie d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.**

Par dérogation aux articles 14.3, 15.1 et 17.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'augmentation, la diminution du montant des travaux ou les modifications ne donnent droit à aucune indemnisation au titulaire de la part du pouvoir adjudicateur.

## **Article 14 : Réception des travaux**

### 14.1 – Dispositions applicables à la réception des travaux

Les opérations préalables à la réception seront provoquées par le maître d'œuvre et l'OPC, dans le respect du calendrier des travaux. La réception sera prononcée à l'achèvement des travaux de tous les lots de l'opération.

### 14.2 – Réception partielle et prise de possession anticipée

Le cas échéant la réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations définis ci-après, est réalisée conformément aux dispositions des articles 42.1 à 42.5 du CCAG-Travaux.

Les délais d'exécution distincts seront spécifiés dans le calendrier d'exécution des travaux de l'OPC.

Les ouvrages, partie d'ouvrage ou ensemble de prestations objets d'une réception partielle pourront être définis ultérieurement par avenant.

### 14.3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire. Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

## **Article 15 : Garanties et assurances**

### 15.1 – Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant en application de l'article 39 (1) du CCAG-Travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

Les suretés bancaires réglementaires resteront bloquées jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

### 15.2 – Garantie de bon fonctionnement

La durée de cette garantie est de deux ans (art. 1792-3 du C. civ.) à compter de la date d'effet de la réception.

### 15.3 – Garantie particulière sur les avoisinants

Le titulaire garantit le maintien en bon état des pignons et immeubles adjacents au bâtiment à construire, et ce pendant toute la durée des travaux du présent marché. Cette garantie engage le titulaire à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

### 15.4 – Garanties spécifiques

Sans objet

### 15.5 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Cette assurance devra être fournie chaque année.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code civil. Cette assurance devra être valable l'année de la DROC.

Les attestations valides pour l'année en cours et pour les années suivantes de travaux devront être transmises dès leur obtention au Département Contrats Immobiliers :

**Université de Strasbourg**  
**Département Contrats Immobiliers (DCI)**  
**18 rue Goethe – CS 90032**  
**67081 Strasbourg Cedex**  
**dci@unistra.fr**

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou des matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Les fabricants soumis à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 devront avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du Code civil.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

Spécifications particulières :

En cas de sinistre en cours de chantier, l'entrepreneur ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

## **Article 16 : Résiliation du marché**

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du code de la Commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

**La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier un marché, sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire cumule plus de 3 % de son marché de pénalités applicables et consignées dans un compte rendu. Cette résiliation se fait pour faute du titulaire.**

### **Article 17 : Marchés ayant pour objet des prestations similaires**

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, des marchés de travaux ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence.

### **Article 18 : Certificat d'économie d'énergie**

Sans objet.

### **Article 19 : Clause attributive de juridiction**

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

### **Article 20 : Communications électroniques**

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Toutefois, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à la charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

### **Article 21 : Clause de réexamen**

Des modifications éventuelles pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 du code de la Commande publique et exécutées par l'attributaire du marché.

Les modifications porteront sur :

- Les quantités des prestations à fournir tel que prévues dans les DPGF et les CCTP, lors de changements ou de nouveaux besoins exprimés par le maître de l'ouvrage. Les prix proposés par les entreprises devront être conformes aux DPGF ;



- La prise en charge d'éléments découverts au moment du démarrage des travaux dans les murs, plafonds et sols existants (ex : murs creux, gaines non répertoriées) y compris les renforts structurels associés
- La prolongation de la durée de location de la base vie (en cas de prolongation du délai de l'opération) ;
- La prise en compte des éventuelles prescriptions du permis de construire ;
- La prise en compte des éventuelles prescriptions de la DRAC émises ultérieurement au permis de construire ;
- La prise en compte des éventuelles prescriptions des services instructeurs ;
- La prise en compte des demandes des concessionnaires de réseaux ;
- La prise en compte des changements de législation ou des prescriptions du contrôleur technique en cours de chantier ;
- La modification des ouvrages, partie d'ouvrage ou ensemble de prestations objets faisant l'objet d'une réception partielle ;

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai d'une semaine sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université de Strasbourg un devis détaillé. En cas de retard dans la transmission du devis, le titulaire s'expose à des pénalités prévues à l'article 6.3 du présent CCAP.

## **Article 22 : Respect de l'égalité de traitement des usagers**

Chaque titulaire doit veiller au respect de l'égalité des usagers du service public ainsi que du principe de laïcité et de neutralité du service public.

De même cette obligation concerne les sous-traitants de chacun des titulaires. A ce titre, le titulaire doit communiquer à l'Université de Strasbourg les contrats de la société sous-traitante participant à l'exécution de la mission de service public.

A ce titre, des notes internes pourront être demandées aux titulaires par le maître d'ouvrage. De plus des contrôles inopinés pourront être effectués pendant l'exécution du marché.

## **Article 23 : Dérogations aux documents généraux**

Le CCAP déroge à l'article 1er du CCAG-Travaux en ce que ses dispositions prévalent sur les clauses contradictoires du CCAG-Travaux, que les dérogations soient ou non listées.

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 5.4 déroge à l'article 12.4 du CCAG-Travaux ;

L'article 6.1 déroge à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 6.1 déroge à l'article 3.8 du CCAG-Travaux ;

L'article 6.2 déroge à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 6.3 déroge à l'article 19.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 9.1 déroge aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 13.1 déroge à l'article 36 du CCAG-Travaux ;

L'article 13.5 déroge aux articles 14.3, 15.1 et 17.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 15.1 déroge à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.